



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
19 juin 2017  
Français  
Original : anglais

---

### Comité du programme et de la coordination

#### Cinquante-septième session

5-30 juin 2017

Point 7 de l'ordre du jour

#### Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-septième session

### Projet de rapport

*Rapporteur* : M. Rodrigo Otávio **Penteado Moraes** (Brésil)

#### Additif

### Questions relatives au programme : évaluation

[Point 3 b)]

#### Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

1. À sa 10<sup>e</sup> séance, le 9 juin 2017, le Comité a examiné le rapport du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) sur l'évaluation de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (E/AC.51/2017/3).
2. La Secrétaire générale adjointe aux services de contrôle interne a présenté le rapport et, avec les représentants du BSCI et de l'Office, a répondu aux questions posées lors de l'examen du rapport par le Comité.

#### Débat

3. Les délégations ont félicité l'Office pour la contribution essentielle qu'il apportait au processus de paix au Moyen-Orient et l'important travail humanitaire qu'il accomplissait en faveur des réfugiés de Palestine, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé, et de l'amélioration de leur niveau de vie (la définition du concept de « niveau de vie » a été mise en question, une délégation ayant demandé si ce concept était le même pour les réfugiés en Europe et pour les réfugiés dans d'autres régions, y compris en Asie). Les délégations ont insisté sur le



fait que l'Office menait ses activités dans des conditions de plus en plus complexes et éprouvantes en raison de l'évolution constante de facteurs externes.

4. Les délégations ont discuté du fait que l'Office manquait de ressources, notant que le nombre de réfugiés ne cessait d'augmenter et ont demandé ce qui avait été mis en œuvre pour trouver de nouveaux donateurs. Une délégation a souligné que les engagements pris par la communauté internationale en matière de mobilisation des ressources et de stabilisation étaient déterminants et avaient eu une incidence sur les capacités de l'Office de répondre aux besoins croissants des réfugiés de Palestine dans la région, ajoutant que le BSCI aurait pu formuler des recommandations concrètes à cet égard. Elle a rappelé que la coopération internationale, notamment entre les pays donateurs, était essentielle à la mobilisation de ressources suffisantes. Une délégation s'est renseignée sur les délais prévus pour l'application, par l'Office, des mesures prévues dans la réponse de la direction et dans le plan de mise en œuvre des recommandations, qui sont exposées dans l'annexe du rapport. Elle a posé des questions sur les mesures qui avaient été prises pour accroître la transparence dans l'utilisation des ressources, sachant que cela devrait beaucoup faire pour amener la communauté internationale à verser des fonds supplémentaires, et demandé s'il avait été envisagé que les États Membres qui ne pouvaient pas verser de contributions en espèces fournissent des contributions en nature comme des vêtements et des moyens de transport, y compris s'il avait été envisagé d'effectuer des recherches concernant la manière dont ces contributions seraient utilisées. Se référant au paragraphe 12 de l'annexe du rapport, une délégation a demandé des précisions concernant la manière dont un budget à croissance zéro pour 2016 pouvait être concilié avec les difficultés inégalées et toujours plus nombreuses que l'Office rencontrait sur le terrain.

5. En ce qui concerne le personnel, une délégation a fait référence à la réforme du barème des traitements. Une autre a déclaré qu'il fallait utiliser les ressources en personnel de façon plus rationnelle, notant toutefois que le rapport des effectifs à la population desservie était insuffisant au vu des problèmes que les réfugiés de Palestine rencontraient pour accéder à des moyens de subsistance.

6. Une délégation s'est renseignée sur la manière dont l'Office collaborait avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Programme alimentaire mondial pour intensifier les activités de médiation internationale relatives à des questions brûlantes, les activités de formation et les activités de secours liées aux efforts de paix et pour lutter contre les symptômes et les causes profondes des problèmes rencontrés par les réfugiés de Palestine.

7. Les délégations ont posé des questions sur la chronologie de l'évaluation et les lacunes en matière de données. Elles ont notamment demandé : a) si le rapport avait été achevé en 2015 ou en 2016; b) pourquoi les activités relatives aux droits de l'homme n'avaient pas été prises en compte dans l'évaluation (par. 13); c) quelles étaient les raisons de la pénurie de données fiables produites par l'Office (par. 15); d) si l'Office avait refusé de fournir des éléments prouvant qu'il progressait dans la mise en œuvre des recommandations du BSCI ou s'il n'avait simplement pas été en mesure de le faire avant l'établissement du rapport (par. 67); e) s'il avait été tenté de recueillir les vues des réfugiés de Palestine en Syrie ou d'obtenir des informations de leur part, de telles données semblant faire défaut, et, plus généralement, quels étaient les problèmes que l'Office rencontrait pour entrer en contact avec ces réfugiés et leur fournir des services.

8. Une délégation a cherché à savoir si les objectifs de développement durable pour 2015-2030 étaient repris dans la stratégie à moyen terme pour 2016-2021, soulignant que le principe fondamental du Programme de développement durable à

l'horizon 2030 était de ne laisser personne de côté, et si le fait de mentionner le Programme 2030 dans la stratégie était de nature à favoriser la mobilisation des ressources nécessaires pour les activités de l'Office.

9. Dans l'esprit de la recommandation 1, une délégation a affirmé qu'il fallait renforcer les fonctions de suivi et d'évaluation de l'Office de manière à renforcer l'application du principe de responsabilité dans l'utilisation des ressources, à suivre la mise en œuvre de la stratégie à moyen terme pour 2016-2021 afin que l'Office puisse gagner en efficience et à améliorer la prestation des services essentiels aux réfugiés qui en ont le plus besoin. Une délégation a indiqué que, selon elle, le suivi et l'évaluation étaient indispensables si l'on voulait améliorer la direction interne de l'Office et sa capacité de s'acquitter de son mandat, augmenter les contributions de la communauté internationale, en tenant compte des nouvelles difficultés qui risquaient de surgir, et assurer une prestation des services plus pertinente, efficace et rationnelle.

#### **Conclusions et recommandations**

10. **Le Comité a noté que l'Office menait ses activités dans des conditions difficiles, l'a félicité pour les services qu'il fournissait aux réfugiés de Palestine en dépit de ces difficultés et a recommandé à l'Assemblée générale de faire siennes les recommandations figurant aux paragraphes 68 et 70 du rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, tout en observant qu'il importait que l'Office renforce son dispositif de responsabilisation et ses fonctions de suivi et d'évaluation axés sur les résultats.**